

L'ABC « DD »[®]

Achat responsable : Un achat responsable est un acte d'achat qui en assume tous les impacts directs et indirects. L'acheteur est conscient du cycle de vie de son produit ou service consommé, et pour être identifié comme responsable, il doit privilégier, à service rendu égal (la qualité reste incontournable) un certain nombre de principes :

- ➊ **Plus respectueux de l'environnement :** en ayant recours aux labels et certifications, il s'assure que le produit ou service a limité ses impacts sur l'environnement (moins de pesticides, des forêts bien gérés, des produits phytosanitaires ou cosmétiques inoffensifs, un approvisionnement en matières premières raisonné, etc.).
- ➋ **Solidaire et éthique :** les salariés de la structure qui vend le produit ou le service sont payés dignement et disposent de conditions de travail satisfaisantes.
- ➌ Plus généralement, on entend par achat responsable un achat qui replace **l'homme au cœur d'une économie relocalisée** dans un environnement qui lui permette de disposer d'une bonne qualité de vie.

- Un achat de bois FSC, mais qui vient de Bornéo est-il responsable ?
- Une tomate « bio » du Chili ?

On le voit avec ces 2 exemples, c'est la provenance des produits qui induit la non-responsabilité du produit. Il convient donc de maîtriser les notions d'impact carbone, d'analyse de cycle de vie, voire d'énergie grise.

L'exemple des encres végétales (voir plus bas) illustre la difficulté de dessiner les contours du principe de responsabilité appliqué aux achats.

Pour aller plus loin :

Site ARPE PACA rubrique Ecodéveloppement : www.arpe-paca.org

- Site portail achats responsables : www.achatsresponsables.com

- Site de la plate forme achats responsable :

www.achatsresponsables-bdd.com

- Site du MEDDAT des administrations éco-responsables :

<http://www.ecoresponsabilite.ecologie.gouv.fr/>

- Le site de l'Observatoire économique de l'achat public (OEAP) :

http://www.finances.gouv.fr/directions_services/daj/oeap/index.htm

- Le site de la campagne PROCURA+ : www.procuraplus.org

- Le site du projet RESPIRO « achat socialement responsable » :

<http://www.iclei-europe.org/index.php?id=4945>

Analyse du cycle de vie (ACV) : outil utilisé pour évaluer les effets associés à un produit, à un procédé ou à une activité. Une ACV couvre l'ensemble du cycle de vie d'un produit, incluant l'extraction et la mise en œuvre des matières premières, la production le transport et la distribution, l'utilisation, la réutilisation, la réparation (Voir principe des 3 R), le recyclage et le traitement final.

Pour aller plus loin: the story of stuff d'Annie Leonard, 2007 (http://en.wikipedia.org/wiki/The_Story_of_Stuff)

Adaptation : désigne un changement de pratiques visant à limiter les dommages ou à tirer bénéfices des changements climatiques.

Exemple : dans le cadre d'un Plan Climat Energie, les mesures d'adaptation visent à réduire la vulnérabilité du territoire au réchauffement climatique.



Agenda 21 local : processus de réflexion stratégique pour mettre en place au niveau local un projet collectif de développement durable.

Agriculture biologique : Type d'agriculture qui préconise des méthodes de cultures écologiques et qui exclut, notamment l'utilisation d'engrais chimiques ou de produits de traitements non naturels.

Bioaccumulation : processus par lequel une substance, le plus souvent une substance chimique ou un métal lourd, absorbée par assimilation ou ingestion d'eau ou d'aliments, s'accumule dans les tissus d'un végétal ou d'un animal à un rythme supérieur à celui auquel l'animal ou le végétal peut l'excréter, ce qui provoque un accroissement continu de la contamination au cours de la durée de vie de l'organisme.

Biocarburant : carburant obtenu à partir de matière organique sèche ou d'huiles combustibles produites par les plantes.

Exemple l'alcool obtenu par la fermentation du sucre, la liqueur noire issue de la préparation de la pâte à papier, le bois et l'huile de soja.

Certification : Action ou document qui atteste qu'un produit est conforme à une norme, un agrément ou à un règlement particulier. La certification est délivrée par un organisme indépendant.

Exemples :

La certification FSC (Forest Stewardship Council) : D'origine internationale, née en 1993 à l'initiative d'ONG (WWF), d'entreprises et de collectivités locales, cette norme est une certification forestière qui garantit une meilleure gestion des forêts en prenant en compte les aspects sociétaux, les aspects économiques ainsi que la préservation de l'environnement.



Attribution/Contrôle : Des organes de certification indépendants sont chargés par de délivrer deux types de certification : la certification de la gestion forestière, et la certification de la chaîne de traçabilité, qui comprend toutes les étapes de transformation du bois jusqu'au client final, et parfois même jusqu'au recyclage de déchets de bois et papier. Pour un imprimeur, l'utilisation du logo FSC est ainsi soumise à la certification préalable de l'imprimerie. La certification est établie pour une durée de 5 ans avec au minimum un contrôle annuel ; ce dernier pouvant déboucher sur un retrait, une suspension ou des corrections à apporter.

La certification PEFC (Programme for the Endorsement of Forest Certification)

Créé en 1999 par des propriétaires forestiers européens regroupés en ONG, et soutenu par des industriels de la filière bois et des associations de protection de la nature, le PEFC est aujourd'hui la certification forestière la plus répandue dans le monde.



Le logo garantit que ce produit est constitué d'au moins 70% de bois issu de forêts répondant aux critères définis par le PEFC, et qui s'attachent à la fois à des notions environnementales, sociales et économiques. En France, 30% environ de la surface forestière (France métropolitaine) est certifiée PEFC.

Attribution/Contrôle : A l'image de l'attribution du logo FSC, c'est l'ensemble de la filière qui est contrôlée par un organisme indépendant, dans les mêmes conditions.



Pour ces deux certifications, toute la chaîne de distribution doit détenir la certification pour garantir un produit certifié au consommateur final : Exploitant forestier => Producteur de pâte à papier => Papetier => Distributeur => Imprimeur.

La grande différence entre les deux certifications se situe au niveau des exploitations forestières : la certification FSC exige un niveau de qualité initial à la forêt, tandis que la certification PEFC exige plutôt un engagement d'amélioration continue de la part des exploitants forestiers.

Seul un imprimeur ayant obtenu la certification FSC et PEFC est en mesure de fournir un produit labellisé FSC ou PEFC. Il doit pouvoir présenter son certificat assorti **d'un numéro de chaîne de contrôle**. Ce numéro doit être mentionné à chaque utilisation des marques **FSC** et **PEFC**, notamment sur les bons de livraison et les factures de l'entreprise.

Remarque : Les imprimeurs non certifiés achetant du papier certifié PEFC ou FSC ne sont pas mesure de proposer à leurs clients des produits finis certifiés.

FSC /PEFC ou recyclé?

Le recours à des fibres recyclées ou vierges issues de forêts gérées durablement est à bien des égards satisfaisant d'un point de vue environnemental.

En utilisant des fibres recyclées, on apporte une contribution aux débouchés économiques des filières de recyclage et cela permet de valoriser des tonnes de déchets qui échapperont à l'incinération ou à la mise en décharge.

D'un autre côté, les papetiers constituent sous nos latitudes une filière qui permet la gestion durable de nos forêts, en intégrant les bois de coupe d'éclaircies (70%). Les 30% restants nécessaires à la production de papier proviennent de déchets de bois (racines, écorces, feuilles, etc.). Cet équilibre supporte par ailleurs la filière de production de bois d'œuvre (mobilier, charpentes, etc.).

Privilégier l'une ou l'autre provenance n'est donc pas si simple. **Une source mixte** apparaît alors comme un bon compromis, donnant deux signaux positifs en soutenant plusieurs filières.

Cogénération : production simultanée de chaleur et d'électricité permettant d'atteindre des rendements supérieurs à 80%.

Compostage : opération visant à fabriquer des matières fertilisantes et des supports de cultures à partir de matières organiques d'origine animale (fumiers, fientes, etc.) ou végétale (déchets verts de jardinage ou co-produits de l'industrie agroalimentaire végétale. Cette opération peut faire intervenir des boues de station d'épuration et la part fermentescibles de déchets ménagers.

Concertation : démarche qui vise à associer à la conception d'un projet la population concernée par ce projet.

Déchet ultime : déchet qui ne peut plus être valorisé, c'est-à-dire qui ne peut être réparé, incinéré avec récupération d'énergie, composté, réutilisé / recyclé, etc.

Démarche transversale : démarche visant à rendre cohérentes différentes démarches sectorielles en créant un lien horizontal entre différentes structures hiérarchiques ou différents systèmes de pouvoir.



Développement durable : le DD est un développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs (Rapport Brundtland, 1987). La traduction initiale était développement soutenable, et renvoie à un concept qui intègre à la fois des préoccupations de développement de toutes les sociétés (Nord / Sud), d'équité sociale, de protection de l'environnement local, régional et global, et de solidarité vis-à-vis des générations futures.

Eco-citoyenneté : citoyen au comportement respectueux de son lieu de vie et de ses semblables. Être un éco-citoyen, c'est reconnaître la portée écologique de tous ses gestes au quotidien, des déplacements à la consommation en passant par les déchets.

Exemple : il privilégie le vélo et les transports en commun à chaque fois que cela est possible, il ne verse pas d'huile dans le caniveau mais va la déposer en déchetterie, il ne gaspille pas l'énergie, etc.

Eco-communicuer : quelques principes :

- Limiter le recours aux aplats de couleurs pour réduire la consommation d'encre
- Moins de pelliculage et de film (verniss)
- Attention au recours des encres type or
- Optimiser grâce au procédé CTP (computer to plate) : 300 feuilles de gâche max au lieu de 600.
- Trouver des solutions alternatives à l'impression et l'envoi systématiques : diffusion limitée au public ciblé ou à la demande, etc.
- Mieux orienter ses choix de conception : choisir un grammage adéquat et le bon format. Cela permet de limiter les chutes de papier, les quantités de déchets, les consommations et le transport de matière. La logistique est optimisée et les impacts environnementaux réduits.
- Enfin XXX dispose des forces créatrices et de l'expérience nécessaire pour innover (cartes de visites, supports des publications, etc.)

Pour aller plus loin :

<http://www.clubinternational.ademe.fr/servlet/KBaseShow?sort=-1&cid=22284&m=3&catid=22315>

Eco-conception : permet de réduire l'impact négatif sur l'environnement tout au long du cycle de vie du produit ou du service. Sans danger pour la santé et à qualité de service rendue au moins égale, les produits et services doivent donc par exemple nécessiter moins d'énergie pour être produits (extraction de matières premières, transformation, transport), limiter le suremballages, avoir une durée de vie élevée, et pouvoir être réparer / réutilisé / recyclé en fin de vie.

Eco-mobilité : Promouvoir les alternatives à l'auto-solisme (seul dans sa voiture...), revient à privilégier l'usage de mode de transports moins polluants, moins dangereux et moins émetteur de GES que la voiture (et les camions).

Pourquoi l'éco-mobilité ? : 25% des émissions de Gaz à effets de Serres proviennent des transports de marchandises et des déplacements de personnes. Le secteur des transports représente 25 % de la consommation mondiale d'énergie commerciale et utilise la moitié du pétrole produit dans le monde. La consommation annuelle d'essence par les automobiles rapportée au nombre d'habitants reflète une grande disparité entre riches et pauvres. Elle est de 31 litres en Afrique subsaharienne, 50 litres en Asie, 427 litres en Europe occidentale et 1637 litres en Amérique du Nord !

En France, c'est le secteur des transports qui est le principal responsable de la pollution de l'air. Les bureaux sont parmi les plus gourmands en consommation d'énergie : 180 kWh/m²



Pour les trajets courts : En moyenne, une voiture qui démarre à froid, consomme 20 l au 100 lors du 1er kilomètre. En France 30% des déplacements correspondent à des trajets domicile travail dont les ¾ se font en voiture, avec un taux de remplissage proche de 1.

Pour aller plus loin :

- Eco-conduite : www.ecodrive.org et mobigreen, movansave
- www.voyages-sncf.com
- Les Conseils généraux, autorités organisatrices de transports :
- Pour les Bouches-du-Rhône, portail des transports : www.lepilote.com
- AF3V (véloroutes et voies vertes) : www.af3v.org
- Sites de co-voiturage : <http://ecole-et-nature.solution-covoiturage.com/>, www.123envoiture.com, www.covoiturage.fr,
- Les possibilités de véhicules électriques : www.amazing-golf-car.com, www.segway.fr,
- La compensation carbone www.compensationco2.fr, CO2 Solidaire, à Aubagne, www.co2solidaire.org

Eco-organismes : les fabricants se sont organisés pour gérer les produits en fin de vie, le plus souvent collectivement, au travers **des éco-organismes** ou structures assumant la responsabilité financière et /ou organisationnelle des producteurs pour la gestion des produits en fin de vie. Ces **éco-organismes** gèrent l'argent public des éco-contributions, le perçoivent auprès des industriels et le redistribuent vers les collectivités. Les modalités d'agrément des Eco-organismes sont fixées par un arrêté du 23 novembre 2005.

Voici des liens vers les principaux éco-organismes ou vers les organismes qui peuvent donner des informations sur la fin de vie de certains déchets :

- **Adelphe** : <http://www.adelphe.fr/>
- **Adivalor** (produits phytosanitaires non utilisés (PPNU) et emballages vides de produits phytosanitaires (EVPP) ; Tél. : 01 34 65 60 50 et email infos@adivalo.fr)
- **Aliapur** (pour vos pneus) : www.aliapur.com
- **CONIBI** (collecte, le transport, le tri et la valorisation de l'ensemble des consommables de produits bureautiques et informatiques des marques suivantes : CANON France, EPSON, HP, LEXMARK, KONICA, MINOLTA, NRG, OCE France, RICOH, SHARP, TOSHIBA, XEROX France) : <http://www.conibi.com>
- **Cyclamed** (médicaments <http://www.cyclamed.org/>)
- **Eco emballage** <http://www.ecoemballages.fr/>
- **Ecofolio** pour le papier <http://www.ecofolio.fr/>
- **Ecofut** (Déchets des emballages industriels et commerciaux en matière plastique PP et PEHD (bidons, fûts, conteneurs, seaux et big bags) : www.ecofut.org)
- **ECO PSE** (emballages de protection en polystyrène expansé) : www.ecopse.fr
- **Eco-systèmes** (DEEE) : www.eco-systemes.fr (+ ecologic)
- **Recyfilm** (Emballages industriels et commerciaux en film plastique) : www.recyfilm.asso.fr
- **Screlec** (Piles, batteries et DEEE) : www.screlec.fr
- **Recylum** (tubes et les ampoules) : www.recylum.com
- Papier carton : revipap pour le groupement français des papetiers utilisateurs de papiers recyclables (<http://www.revipap.com/index.php?mod=content&id=3>)
- **Valorplast** (Déchets d'emballages ménagers en plastique) <http://www.valorplast.com/Front/index.php?RID=178>



- Verre : <http://www.verre-avenir.fr/accueil/qui-sommes-nous> 388

Ecotaxe : taxe frappant un produit mis à la consommation, en raison de ses nuisances écologiques. Instrument fiscal dont l'objectif est d'inciter les consommateurs à choisir les produits recyclables et réutilisables, moins polluants. Pour beaucoup la taxation est plus efficace que la réglementation : elle incite les acteurs dont les coûts de dépollution sont faibles à aller au-delà de la norme.

Ecotourisme : forme de voyage responsable dans les espaces naturels, protégés ou non, qui contribue à la protection de l'environnement et au bien être des populations locales.

Efficacité énergétique : efficacité rationnelle et judicieuse des ressources énergétiques dans une perspective de développement durable. Elle vise à réduire les pertes par rapport à la ressource utilisée.

Empreinte écologique : surface de terre et d'eau biologiquement productive qui est nécessaire pour produire les ressources consommées et assimiler les déchets générés par une population donnée.

Encre végétale : Avoir recours à des encres à base d'huile « végétale », laisserait penser que le végétal amène au naturel et donc au propre. De fait, en substituant des composés végétaux – donc renouvelables – aux habituels dérivés du pétrole – ressource épuisable par excellence – les encres végétales marquent un point. Les pigments et la majorité des additifs ne sont eux, pas issus de ressources renouvelables. De ce fait, le contenu de matières premières renouvelables dans les encres offset feuille est en moyenne de 65%.

Sont-elles moins polluantes pour autant ? **Tout dépend des conditions dans lesquelles les végétaux sont cultivés** – colza en Europe, soja aux Etats-Unis, huile de lin ailleurs –. Car leur production peut rejeter des nitrates, polluer les cours d'eau et nappes phréatiques, contribuer à l'effet de serre. Ces plantes peuvent, en outre, entrer en concurrence avec des cultures alimentaires (voir la précipitation survenues lors de la culture des agro carburants).

Plus on produit de colza, plus on produit également du tourteau. Une graine contient en effet 40% d'huile et 60% de tourteau. Or, le tourteau sert à nourrir les animaux d'élevages (vaches, porc, volaille...) et donc à nourrir les hommes... Et quand on produit plus de tourteaux chez nous, on en importe moins (du tourteau de soja le plus souvent) des USA.

Pour avancer et trancher, **la seule solution consiste à remonter complètement la chaîne de fabrication des encres** et à identifier précisément leur provenance et composition, **sachant que la plupart de l'huile de soja provient de plants génétiquement modifiés (OGM)...**

Energie finale : Energie directement utilisable par le consommateur.
Exemple : l'électricité fournie par une prise électrique.

Energie primaire : énergie présente dans les ressources naturelles (charbon, pétrole brut, rayonnement solaire, uranium) avant tout processus anthropique de conversion ou de transformation.



Energie renouvelable (EnR) : les EnR utilisent des sources inépuisables d'énergie d'origine naturelle (rayonnement solaire, vents, etc.) et s'opposent ainsi aux stocks épuisables des énergies fossiles.

Eutrophisation : enrichissement des cours d'eau et plans d'eau en éléments nutritifs, essentiellement le phosphore et l'azote qui constituent un véritable engrais pour les plantes aquatiques. La prolifération des végétaux engendre un appauvrissement de la biodiversité animale et végétale et une perturbation notamment des loisirs et de l'alimentation en eau potable

Gouvernance (bonne) : mode qui alloue et gère les ressources de façon à résoudre les problèmes collectifs : elle se caractérise par la participation, la transparence, la responsabilité, la primauté du droit, l'efficacité et l'équité. Une bonne gouvernance veille à ce que les voix des plus démunis et des plus vulnérables puissent se faire entendre dans le cadre des prises de décision relatives à l'allocation des ressources nécessaires au développement.

Haute Qualité Environnementale (HQE) : La qualité environnementale d'un bâtiment est son aptitude à préserver les ressources naturelles et à satisfaire aux exigences de confort, de santé et de qualité de vie des occupants. La démarche est structurée autour de 14 cibles, auxquelles une quinzième « biodiversité » a été plus récemment rajoutée.

Imprim'Vert : Ce label a été créé en 1998 par la Chambre de Métiers et de l'Artisanat du Loir-et-Cher et la Chambre Régionale de Métiers et de l'Artisanat du Centre. En charge de la gestion d'Imprim'Vert® au niveau national, le Pôle d'Innovation de l'Imprimerie (P2i), propriétaire de la marque, en garantit l'harmonisation et l'accessibilité



Pour obtenir ce label, les imprimeurs doivent s'engager à respecter 3 critères :


1. une bonne gestion des déchets dangereux (cartouches d'encre, chiffons souillés, solvants, etc.) ;
2. la sécurisation du stockage des liquides dangereux pour éviter les accidents et les risques de pollution ;
3. la non utilisation de produits « toxiques ».

Par ailleurs, l'entreprise doit s'engager à sensibiliser sa clientèle, au-delà de l'information simple sur l'obtention du label, par exemple sur le choix du papier ou les modes d'impression (recto-verso, grammages, ...).


Le label Imprim'Vert porte ainsi uniquement sur le volet environnemental du développement durable et principalement sur la gestion des déchets.

Attribution/Contrôle : Le label est attribué par un Comité d'attribution suite à la visite sur site d'un « référent Imprim'Vert » et la présentation d'un dossier de demande d'attribution. Le label est valable pour une année civile (la date est indiqué sur le label) et l'imprimeur devra fournir chaque année des documents justificatifs ; une visite sur le site a lieu tous les trois ans, attribuant un millésime qui dynamise la démarche de suivi et d'amélioration continue.

Indicateur (qualités d'un):

 **Accessibilité** : calculable assez rapidement à un coût acceptable

 **Fidélité** : constant

 **Objectivité** : calculable sans ambiguïté



● **Pertinence**

● **Précision** : marge d'erreur acceptable

● **Sensibilité** : variation significatives pour des variations assez faibles

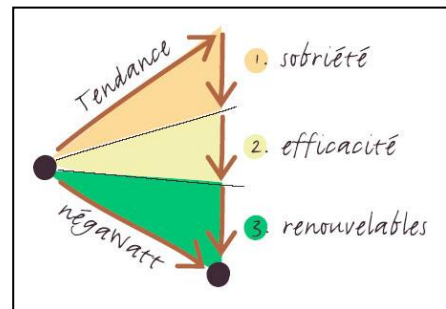
● **Univocité** : variation de l'indicateur de façon monotone par rapport au phénomène décrit pour pouvoir interpréter ses variations sans équivoques

Maitrise de l'énergie : méthode de planification énergétique à long terme appliquée par les autorités gouvernementales, par les gestionnaires de l'énergie, par les producteurs, par les consommateurs, dont les principaux objectifs sont :

- Sécurité des approvisionnements
- Diversification des sources d'énergie
- Optimisation de toutes les étapes allant de la production à l'utilisation et ce en considérant les paramètres sociaux, économiques et environnementaux

Négawatts : (ou comment mieux consommer au lieu de produire plus...). Les négawatts sont les watts qui ne sont pas consommés (réduction à la source).

1. **la sobriété énergétique**, qui consiste à supprimer les gaspillages et les besoins superflus. Avant d'installer des dispositifs de régulation et des appareils économes, sensibiliser aux comportements moins énergivores permettra de faire de substantielles économies d'énergie (10, 20 voir 30% dans certains des cas !).
2. **l'efficacité énergétique**, qui permet de réduire les consommations d'énergie pour un besoin donné (changer sa chaudière par exemple)
3. **les énergies renouvelables** (solaire thermique pour l'eau chaude sanitaire –ECS–, la biomasse et la géothermie pour le chauffage, le solaire photovoltaïque pour la production d'électricité, etc.)



Norme : spécification technique approuvée par un organisme reconnu à activité normative pour application répétée ou continue, et dont l'observation n'est pas obligatoire. Document établi par consensus qui fournit des règles, des lignes directrices ou des caractéristiques, garantissant un niveau d'ordre optimal dans un contexte donné.

Paradigme : trame théorique et hypothèses sur lesquelles repose toute science, et qui gouvernent la façon dont le scientifique pense et interprète les résultats de ses expériences, qui organise une partie du champ du savoir servant de contrainte et de stimulant.

Partie intéressée : ensemble des agents qui affectent l'activité économique de l'entreprise (actionnaires, collaborateurs, clients, fournisseurs, concurrents, collectivités, institutionnels, etc.). C'est un appel à la prise en compte des acteurs dans et autour de l'entreprise afin de réaliser au mieux les arbitrages entre les intérêts de chacune de ces catégories. Cela revient à considérer ses relations avec les PP de manière plus large qu'avec une vision néo-classique qui n'entendait par parties prenantes que les relations avec les actionnaires



Pensée systémique : mode de réflexion qui consiste à découvrir, à maîtriser et à accepter les principes généraux d'un système, de manière à surmonter les échecs par rapport à des objectifs complexes.

Pollution : toute intervention de l'homme dans les équilibres naturels par la mise en circulation de substances toxiques, nuisibles ou encombrantes, qui troublent ou empêchent l'évolution naturelle du milieu.

Introduction directe ou indirecte, par l'activité humaine, de substances, de vibrations, de chaleur ou de bruit dans l'air l'eau ou le sol, susceptibles de porter atteinte à la santé humaine ou à la qualité de l'environnement, d'entraîner des dégradations de biens matériels, une détérioration ou une entrave à l'agrément de l'environnement ou à d'autres utilisations légitimes de ce dernier.

Responsabilité Sociétale de l'Entreprise (RSE) : RSE : « C'est assurer la pérennité économique de ma structure en réduisant puis en éliminant les impacts négatifs sur les hommes et l'environnement ». La RSE est « un élargissement de la réflexion et du périmètre d'actions en interne comme à l'externe, avec d'autres acteurs que les acteurs traditionnels et avec une vision moyen-long terme » ; elle revient à se demander quelle est la contribution de l'organisation pour un développement durable »

✿ **Les idées fortes :**

- C'est avant tout faire preuve de **bon sens**
- **Respecter la réglementation** en vigueur
- **Comprendre l'histoire des choses**, de la conception à la fin de vie des produits et services
- « **Faire mieux avec moins** », c'est-à-dire passer d'une logique linéaire à un système circulaire (comment réutiliser, réparer, recycler, comment limiter les gaspillages, etc.)
- **Pensez à long terme** : un bâtiment bien isolé revient moins cher, tout comme louer plutôt que d'acheter dans certains cas
- « **Pour maîtriser, il faut commencer par mesurer** » (sa consommation d'eau, d'énergie, ses accidents de travail, etc.)

Société civile : ensemble des individus et des groupes, organisés ou non, qui agissent de manière concertée dans les domaines social, politique et économique, et auxquels s'appliquent des règles et des lois formelles ou informelles.

Système de management : ensemble des éléments et processus corrélés et interactifs permettant d'organiser et de gérer l'entreprise de manière cohérente et efficiente et d'atteindre ses objectifs. Ses principales composantes sont :

- La vision et les valeurs qui déterminent le choix des principes généraux de management et des règles de déontologie qui en découlent
- Les stratégies et la politique générale (orientations et intentions) résultantes
- Les objectifs résultants de cette politique, planifiés et estimés à des étapes déterminées

Exemples : SM de la qualité ISO 9000 et SM de l'environnement ISO 14000 ou encore plus récemment ISO 26000 pour la RSE.



TGAP : taxe générale sur les activités polluantes. Cette taxe frappe la mise en décharge de déchets ménagers, le stockage et l'élimination de déchets industriels spéciaux, la consommation d'huiles, la pollution industrielle de l'air et le bruit généré par le trafic aérien.

Objectif : améliorer l'incitation à la protection de l'environnement, en application du principe de pollueur payeur, et de rompre le lien entre taxation et droit à polluer, par son affectation au budget général de l'Etat. La TGAP est une taxe incitative, dont le niveau induit le comportement recherché dans le domaine de l'environnement mais dont le fruit est consacré à d'autres fins que l'environnement

Transport durable : Un transport durable s'entend d'un système qui permet aux particuliers et aux sociétés de satisfaire leurs principaux besoins d'accès consistante et compatible avec la santé des humains et des écosystèmes, sous le signe de l'équité au cœur des générations et entre celles-ci ; il est abordable, fonctionne efficacement, offre un choix de mode de transport et appuie une économie dynamique ; il limite les émissions et les déchets de manière à ce que ceux-ci ne dépassent pas la capacité de la planète à les absorber , réduit au minimum la consommation de ressources non renouvelables, réutilise et recycle ses composantes, et réduit au minimum le bruit et l'utilisation des terrains.

Valoriser : le réemploi, le recyclage ou toute autre action visant à obtenir des matériaux réutilisables ou de l'énergie (seule voie d'élimination pour les emballages).

Autres définitions autour des déchets :

Elimination : Ensemble des opérations de collecte, transport, regroupement, tri, valorisation, traitement, stockage des déchets ultimes.

Traitement : réduction dans des conditions contrôlées du potentiel polluant initial des déchets et / ou du flux de déchets à mettre en décharge.

Le Fil rouge : la stratégie des « 3 R »

Le **recyclage** consiste à réutiliser, tout ou partie, des matériaux issus de produits en fin de vie.

Réintroduire ces matériaux dans un cycle de production, recycler, est la dernière étape de la stratégie des « 3 R » : Réduire, Réutiliser et Recycler.

Aujourd'hui, une certaine forme d'écologie industrielle modifie les pratiques de management environnemental, et vise à ce que les déchets des uns servent de matières premières aux autres.

1. **Je réduis à la source** : en évitant d'acheter du jetable, en évitant les achats de produits low-costs qui ont une courte durée de vie, en achetant/ utilisant les bonnes quantités, en prévoyant la reprise des surplus
 2. **Je ré-utilise** : quand j'achète ou avant de jeter, je me demande si je ne peux pas réutiliser le produit (l'exemple des feuilles de brouillon, mais des sièges de cinéma peuvent très bien convenir à une brasserie...).
- Je répare** : il suffit parfois d'un peu d'ingéniosité pour réparer une pièce plutôt que racheter (même si les réparateurs tardent à revenir sur les places de nos villes). Certaines initiatives locales laissent à penser que la tendance pourrait s'inverser.
3. **Je valorise** : je m'assure que mon déchet est devenu une ressource et qu'il ne terminera pas au fond d'un trou (décharge ou centre de stockage de déchets ultimes) ou dans un four (Incinérateur).



Sources

- Dictionnaire du développement durable, ARMINES, Christian Brodhag et Florent Breuil, AFNOR 2004
- Office québécois de la langue française, Le grand Dictionnaire terminologique, 1992,1998, 2003, www.granddictionnaire.com
- Global Chance n°14, 2001
- Rapport du groupe de travail III du GIEC, Bilan 2001
- WBCSD, environmental assessment, a business perspective, 1996
- La gouvernance en faveur du Développement humain durable, document de politique générale du PNUD, 1997
- Energie 2010 – 2020, Commissariat général du Plan, 1998
- Loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et loi du 13 juillet 1992, dite loi Royale et article L.541-1 du code de l'environnement (Loi n°2003-591 du 2 juillet 2003, article 31-III-19)
- Rapport de la commission Coppens de préparation de la Charte de l'environnement, avril 2003
- Association négawatt – manifeste négawatt – pour un avenir énergétique sobre, efficace et renouvelable, avril 2003
- M. Wackernagel , W. Rees, Notre empreinte écologique, éd. Ecosociété, 1999
- Définition des cibles de la qualité environnementales des battements, association HQE, 1997
- E. Labouze, R. Labouze, « La comptabilité de l'environnement », in Revue française de comptabilité, novembre 1995
- Directive IPCC du conseil du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrée de la pollution, JO L 257 du 10 octobre 1996
- Définition et vision d'un transport durable, Centre pour un transport durable, 1997